

---

## Mozambique : les plantations industrielles d'arbres promettent des bénéfices aux investisseurs mais portent préjudice aux communautés paysannes

La superficie totale des plantations industrielles d'arbres au Mozambique était de 62 000 hectares en 2010, d'après les chiffres de la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Or, le Mozambique est visé aussi par des investisseurs qui cherchent à multiplier cette superficie. Venus d'Europe, des États-Unis, du Brésil et d'Afrique du Sud, ils prétendent financer un élargissement des plantations qui atteindrait environ 1,4 million d'hectares, surtout d'eucalyptus et de pins mais aussi de palmiers à huile, d'après une étude sur l'accaparement de terres dans le pays faite en 2011 par l'organisation paysanne UNAC et par Justice Environnementale / Les Amis de la Terre Mozambique. [1]

Pour orienter les investisseurs, la société conseil finlandaise Pöyry a affirmé en 2011 qu'il est de plus en plus intéressant d'investir dans le continent africain parce qu'on y trouve des terres disponibles, la main-d'œuvre est bon marché et les arbres grandissent rapidement. Cette société affirme aussi que les plantations peuvent servir à satisfaire la demande croissante de biomasse pour la génération d'énergie en Europe, à approvisionner les marchés asiatiques de la pâte et du bois et à contribuer au développement des marchés locaux. D'après Pöyry, il s'agit de « possibilités attrayantes pour les investisseurs forestiers ». La société annonce aussi que les investisseurs potentiels peuvent acquérir l'analyse complète avec des informations détaillées sur 24 quatre pays, le Mozambique compris, pour une somme de 7000 livres (environ 11 000 dollars).

Une bonne partie des investissements d'entreprises et de fonds dans des plantations d'arbres au Mozambique provient des pays nordiques – la Norvège, la Suède et la Finlande – qui possèdent de grandes entreprises du secteur des plantations d'arbres et de l'industrie de transformation du bois. Par exemple, l'entreprise norvégienne Green Resources (Ressources vertes) promet d'investir dans près de 180 000 ha de plantations de pins et d'eucalyptus dans les provinces de Nampula, Cabo Delgado et Nyassa, avec des plantations propres ou appartenant à des tiers et à des fins divers, dont « le stockage et la vente de carbone » par le biais de mécanismes tels que le MDP et le REDD. La stratégie consiste à garantir à leurs actionnaires d'importants bénéfices à long terme, avec des marges de bénéfice supérieures à celles que promettent d'autres investisseurs. Le principal actionnaire de Green Resources est la société d'investissement états-unienne Phaunos Timber, qui en possède 29,5 % des parts. [3] Phaunos Timber possède près de 519 millions de dollars en titres d'investissement dans plusieurs entreprises dont les activités portent sur le bois et sur les plantations forestières ; ces investissements sont dénommés de type timberland [4 et 5]. Green Resources a un autre investisseur important, le fonds d'investissements NewAfrica Ltd, avec 20,7 % des parts, ainsi que d'autres d'origine européenne et dont la participation est plus faible, comme Storebrand, une des principales compagnies d'assurances de Norvège.

L'intérêt des pays nordiques pour le Mozambique se manifeste aussi grâce au Global Solidarity Forest Fund (GSFF), un fonds d'investissement suédois qui reçoit des ressources de l'Église

---

luthérienne suédoise et de l'Église luthérienne norvégienne par l'intermédiaire du Norwegian Lutheran Church Endowment (OVF). Un autre investisseur du GSFF est le fonds de pension néerlandais pour les fonctionnaires de l'administration publique et de l'éducation, ABP. D'après ce fonds, qui figure parmi les trois plus grands du monde et qui participe à l'affaire des plantations au Mozambique, il a « investi [dans le GSFF] en raison de la possibilité d'obtenir un bon retour », autrement dit, pour les bénéfices possibles. Le volume total des actifs de ce fonds s'élève à 362 000 millions de dollars. [6]

Des entreprises d'autres pays y sont présentes aussi, comme la New Forest Company (NFC) du Royaume-Uni, qui a investi au Mozambique par l'intermédiaire de la Fondation Malonda, une agence d'État mozambicaine qui vise à encourager le développement rural dans la province de Nyassa, en mettant l'accent sur l'expansion des plantations et sur l'établissement d'entreprises telles que Chikweti. Celle-ci prévoit de planter 40 000 ha d'arbres en régime de monoculture ; entre 2007 et mars 2011, 3 200 ha ont été plantés. Cette entreprise offre aussi des « bénéfices attrayants » à ses investisseurs. [7] D'après OXFAM, la NFC a attiré des investisseurs tels que la Banque européenne d'investissements et Agri-Vie, un fonds d'investissements centré sur l'agro-industrie en Afrique. Agri-Vie est financé entre autres par la SFI (la société financière de la Banque mondiale pour le secteur privé), et par la banque transnationale HSBC. [8] De l'Afrique du Sud voisine, qui possède de grandes entreprises dans le secteur des plantations industrielles d'arbres, est venue Komatiland Forests Ltd. En 2004, cette société a acheté 80 % du projet étatique IFLOMA à Manica, à un endroit qui, d'après l'entreprise, est idéal pour approvisionner le marché sud-africain sans négliger pour autant le Zimbabwe et le Mozambique en tant que marchés potentiels. [9]

Certains investissements sont prévus également dans le secteur du palmier à huile. L'entreprise Medenergy Global basée au Royaume-Uni mais qui appartient à une famille italienne dont la fortune provient du secteur énergétique, a un projet concernant la plantation de 10 000 ha dans la province de Cabo Delgado. [1] En 2011, la transnationale brésilienne VALE et l'EMBRAPA (entreprise étatique de recherche en agriculture) ont annoncé le projet de planter 30 000 ha de palmiers à huile dans le pays. [10] VALE, une des principales entreprises minières du monde, participe déjà à la plantation de palmiers à huile au Brésil dans le but de produire du carburant « vert » pour ses trains qui transportent le minerai de fer de Pará, en Amazonie, vers les ports d'exportation.

Finalement, la SIDA, agence suédoise de coopération internationale pour le développement, a financé la Fondation Malonda au Nyassa dans le but de promouvoir les plantations d'arbres. Nyassa est, sans aucun doute, une des provinces qui ont le plus attiré les regards pour l'expansion des plantations au cours des dernières années. L'expansion des pins et des eucalyptus dans la région a déjà eu plusieurs effets négatifs, surtout des conflits territoriaux entre les communautés et les entreprises comme Chikweti, qui se sont approprié des étendues indispensables aux communautés pour la production d'aliments. Ainsi, l'expansion des plantations forestières en régime de monoculture menace la souveraineté alimentaire et tend à accroître les inégalités dans un pays où 64 % de la population vit en milieu rural et où 55 % sont au-dessous du seuil de pauvreté. Il y a aussi des conflits entre les travailleurs et les entreprises en raison des conditions de travail.

Selon la SIDA, le Mozambique est un des principaux pays pour la coopération internationale grâce au « travail méthodique du gouvernement du Mozambique en ce qui concerne le combat de la pauvreté ». [11] Pourtant, des organisations comme l'UNAC, qui réunissent des paysans mozambicains, ont dénoncé que les investissements dans les plantations d'arbres à grande échelle tendent à produire l'effet contraire : l'augmentation de la pauvreté. Tandis qu'en Suède le secteur des plantations d'arbres pour la fabrication de pâte à papier et à d'autres fins est devenu un des principaux secteurs de l'économie du pays, au Mozambique ce type d'investissement peut avoir un

---

effet très différent, comme l'affirme l'UNAC dans sa dernière assemblée : « L'insistance et l'influence du gouvernement en faveur des grands projets va favoriser, de façon disproportionnée, les grandes sociétés transnationales, mettant en péril l'essence de notre vie paysanne. Certaines personnes et institutions pensent, à tort, que ces projets vont atténuer la pauvreté, mais l'UNAC est d'avis que, tant que les bénéfices ne seront pas distribués de façon équitable au plan national afin de dynamiser d'autres secteurs comme celui de l'agriculture familiale (production d'aliments), le résultat risquera d'être exactement l'inverse, parce que ces grands projets rendront la situation des paysans encore plus précaire ».[12]

Cette brève description du financement des plantations au Mozambique montre que plusieurs types de fonds d'investissement y ont une participation considérable, qu'ils interviennent de façon directe ou indirecte et que, avec l'autorisation du gouvernement du pays, ils y investissent des millions de dollars et d'euros dans l'acquisition de terres et dans la plantation d'arbres en régime de monoculture. Cependant, un diagnostic plus détaillé est nécessaire pour savoir avec précision quels sont ces fonds, qui est derrière eux et comment ils fonctionnent. Ce qu'on sait c'est que tous les investisseurs ont en commun la quête de « retours attrayants », c'est-à-dire la possibilité de bénéfices ; telle est la raison qui pousse les investisseurs à participer à certains projets, et elle s'accompagne du message et de la promesse de la société finlandaise Pöyry.

Or, pour la population rurale du Mozambique, à laquelle on ne demande jamais si elle veut ou non ce type d'investissement qui fait augmenter la superficie occupée par des plantations industrielles d'arbres autour de ses communautés, cette expansion a comporté dans la pratique, au Nyassa par exemple, plusieurs effets négatifs très graves. Comme l'UNAC le prévoit, si les plantations à grande échelle continuent de se multiplier le dur combat des paysans mozambicains pour survivre deviendra encore plus difficile.

Sources :

[1] <http://www.unac.org.mz/index.php/publicacoes/35-os-senhores-da-terra-analise-preliminar-do-fenomeno-de-usurpacao-de-terra-em-mocambique>.

[2] <http://www.poyry.co.uk/sites/www.poyry.co.uk/files/162.pdf> et [http://www.poyry.com/sites/default/files/imce/files/africanplantationforestry\\_-\\_june2011-lfwp-br.pdf](http://www.poyry.com/sites/default/files/imce/files/africanplantationforestry_-_june2011-lfwp-br.pdf).

[3] <http://www.greenresources.no>.

[4] <http://www.phaunostimber.com/profile.html>.

[5] <http://www.wrm.org.uy/boletim/182/opiniao.html>.

[6] [http://www.wrm.org.uy/publicaciones/EJOLT\\_POR.pdf](http://www.wrm.org.uy/publicaciones/EJOLT_POR.pdf) et [http://en.wikipedia.org/wiki/Stichting\\_Pensioenfonds\\_ABP](http://en.wikipedia.org/wiki/Stichting_Pensioenfonds_ABP).

[7] <http://www.newforests.net/>.

[8] <http://www.oxfam.org/en/grow/policy/new-forests-company-and-its-uganda-plantations-oxfam-case-study>.

[9] [http://www.safcol.co.za/index.php?option=com\\_content&view=article&id=41&Itemid=13](http://www.safcol.co.za/index.php?option=com_content&view=article&id=41&Itemid=13).

[10] <http://cade.cocolog-nifty.com/file/Mozambique-GRAIN.pdf>.

[11] <http://www.sida.se/English/Countries-and-regions/Africa/Mozambique/Our-work-in-Mozambique/>.

[12] <http://www.unac.org.mz/>.